

**Budget de l'ESR, élections professionnelles : des enjeux déterminants**

L'Assemblée Nationale a examiné le 24 novembre le volet enseignement supérieur et recherche (ESR) du Projet de Loi de Finances de 2015. Ainsi que le SNESUP-FSU l'a souligné, ce projet de budget est totalement insuffisant pour permettre l'investissement dans la formation, dans la connaissance, dans l'emploi scientifique dont le pays a le plus grand besoin ; au contraire, les choix budgétaires, telle la « sanctuarisation » du Crédit Impôt Recherche (CIR), contraignent le service public dans une situation d'austérité généralisée. Cette analyse est de plus en plus largement partagée.

Les contre-vérités systématiquement martelées par le secrétaire d'Etat sur le budget « préservé » de l'ESR, les menaces annoncées sur les salaires de décembre des personnels des universités<sup>1</sup>, ou l'essai de suppression de la contribution des universités en faveur des personnels handicapés<sup>2</sup> ne peuvent détourner l'attention des problèmes réels vécus par les personnels et les étudiants. L'affirmation, inlassablement répétée et jamais démontrée, par le Président de la République et son gouvernement, de l'efficacité du CIR en matière de développement de la recherche et d'embauche de docteurs est régulièrement contredite.

La manifestation remarquable du 17 octobre à Paris et les nombreux rassemblements en régions qui l'ont accompagnée, en faveur de l'emploi scientifique et des financements pérennes de l'ESR, a marqué une première étape encourageante de la mobilisation. Le 4 novembre au soir, ses organisateurs se sont retrouvés pour rappeler l'importance du financement public de la recherche par le dépôt d'une gerbe en hommage à Pierre et Marie Curie suivi d'une marche jusqu'à l'assemblée nationale où allait se discuter le budget de l'ESR<sup>3</sup>. La rencontre des directeurs de laboratoires avec le conseiller scientifique du Président de la République, Vincent Berger, l'a confirmé : rien ne bougera si la mobilisation n'est pas assez forte pour y contraindre le gouvernement !

**Le mouvement doit donc continuer à s'amplifier et à s'élargir. Le SNESUP-FSU y contribue, avec ses syndiqués, qui doivent s'engager pour la réussite des prochaines étapes de la mobilisation :**

- **La semaine d'action des syndicats de la FSU du 17 au 22 novembre**

- **des assemblées générales** d'information et de préparation des actions dans tous les établissements
- **le 18 : journée intersyndicale** (FSU, Solidaires, UGFF-CGT, FA-FP) sur les salaires et l'emploi dans la Fonction Publique, avec un rassemblement de 12h à 14h aux Invalides
- **le 20 : journée « austérité et alternatives » dans l'ESR**, à l'initiative du SNESUP, du SNASUB et du SNCS, avec témoignages et propositions issues des établissements, de 13h à 16h dans un amphithéâtre de l'université Paris Descartes à Paris.
- **le 22 : journée « Education »**, avec meeting de la FSU à Paris sur son projet éducatif et ses revendications

- **Les initiatives des syndicats, collectifs et instances de l'ESR**

**Un appel commun** à la mobilisation dans la durée, sur les budgets, les postes et les regroupements en cours sera le fil directeur des initiatives qui se dérouleront jusqu'à la fin 2014 :

- déclaration solennelle des organisations syndicales et lecture de l'appel commun<sup>4</sup> **lors de la séance du CNESER du 24 novembre**, accompagnées d'un rassemblement devant le ministère
- assemblées générales dans les laboratoires et dans les établissements, notamment à **l'occasion des votes des budgets**, qui donneront lieu à des prises de positions et manifestations coordonnées
- **un nouveau temps fort national le 11 décembre**, avec rassemblements simultanés à Paris et en Province

Face à des situations analogues d'austérité, la mobilisation se développe dans de nombreux pays européens. C'est notamment le cas de la Grèce, qui connaît une situation particulièrement dramatique : la FSU et la CGT appellent à soutenir les personnels de la recherche grecque en lutte et à signer leur pétition<sup>5</sup>.

Toutes ces mobilisations s'inscrivent naturellement dans la campagne de la FSU pour les élections professionnelles et ne doivent pas nous faire manquer les étapes importantes de ces scrutins, dont les résultats seront décisifs pour l'avenir de la FSU et du SNESUP-FSU :

- **vérification des listes électorales (CTMESR, CTU, CTE, CCPANT)**
- **inscriptions en ligne pour les élections électroniques (CAP, CAPN)**
- **messages de campagne nationaux<sup>6</sup> et locaux** (à élaborer par les sections SNESUP, SNASUB, SNCS)

4 décembre : élections professionnelles.



<sup>1</sup> « A quoi joue le gouvernement ? » du 5 novembre : <http://www.snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=7141&ptid=5&cid=240>

<sup>2</sup> « le dossier handicap ne doit pas faire les frais du budget déficitaire des universités ! » : <http://www.snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=7143&ptid=5>

<sup>3</sup> « la mobilisation se poursuit dans les universités et les organismes de recherche » <http://www.snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=7142&ptid=5>

<sup>4</sup> Appel commun à la journée du 11 décembre, en cours de rédaction et signature par des syndicats, collectifs et instances de l'ESR

<sup>5</sup> Pétition contre la destruction de la recherche publique en Grèce <http://www.snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=7134&ptid=5>

<sup>6</sup> Dossier Elections professionnelles <http://snesup.fr/Le-Snesup/Dossiers-actu?cid=3875>